

Lundi **23 janvier** 2006

13^{èmes} Rencontres parlementaires "Paix et Défense"

Sécurité de l'Europe :

quelle intégration
des politiques de défense ?

Organisées et présidées par

Jean-Michel BOUCHERON

Ancien président
de la Commission de la défense
Député d'Ille-et-Vilaine
Président du Groupe spécial Méditerranée
de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

François CORNUT-GENTILLE

Député de la Haute-Marne
Rapporteur spécial du budget
de la Défense

Sous le haut patronage de

Jean-Louis DEBRÉ

Président de l'Assemblée nationale

Michèle ALLIOT-MARIE

Ministre de la Défense



Éditorial



Pour cette 13^{ème} édition, les Rencontres parlementaires “Paix et Défense” proposent un temps d’échange et de réflexion sur les défis de l’intégration des politiques de défense en Europe.

La stratégie européenne de sécurité, “une Europe sûre dans un monde meilleur” adoptée par les pays de l’Union européenne en 2003, aura démontré que plus aucun État n’était véritablement à même de répondre seul aux défis de sécurité. La mondialisation de l’économie s’est accompagnée d’une mondialisation des menaces. Pour autant la stratégie européenne de sécurité apporte des réponses aux défis de sécurité qui se distinguent par certains points de la stratégie américaine de sécurité. Sur un plan politique, l’autonomie de la politique de défense européenne associée à la pérennité du lien transatlantique, nécessite aujourd’hui une plus grande intégration des politiques de défense en Europe.

Face à ces défis, il est donc nécessaire de s’interroger sur une plus forte intégration de nos politiques de sécurité. Quels sont les sauts qualitatifs et quantitatifs que nous pouvons faire dans ce domaine et quelles sont les limites politiques à cet exercice ? Quelle coordination peut-il exister tant au plan politique que militaire entre la PESD et l’OTAN ? Enfin sera-t-il possible de voir les pays de l’Union européenne se doter d’un budget de défense commun, d’équipements militaires communs, d’un marché de l’armement commun et d’une industrie unifiée ?

Nous espérons que ce programme suscitera votre intérêt et tenons à remercier ici Jean-Louis Debré, président de l’Assemblée nationale et Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, pour leur soutien et leur présence ainsi que l’ensemble des intervenants politiques, militaires et économiques, qui ont bien voulu contribuer à la qualité de nos réflexions.



Jean-Michel BOUCHERON

Ancien président de la Commission de la défense
Député d’Ille-et-Vilaine
Président du Groupe spécial Méditerranée
de l’Assemblée parlementaire de l’OTAN

François CORNUT-GENTILLE

Député de la Haute-Marne
Rapporteur spécial du budget
de la Défense

Si les menaces qui pèsent sur la sécurité des Européens ne sont pas toujours visibles, l'Europe n'est en rien à l'abri d'une attaque contre son territoire et contre ses ressortissants. Le combat pour la sécurité des Européens est indissociable de la sécurité internationale. Il est un combat de chaque jour. Nous nous devons de le mener sans relâche, parfois bien loin de nos frontières.



Les foyers d'instabilité persistent, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale. Ils sont le ferment du terrorisme, de trafics de toutes natures. Les crises liées à la prolifération des armes de destruction massive, parfois à proximité immédiate de notre continent, demeurent une source de préoccupation majeure.

Dans ce contexte qui ne laisse pas espérer une diminution des risques, les Européens savent qu'il est urgent d'apporter des réponses fortes, multiples, adaptées. En dépit de l'échec du référendum sur la Constitution européenne en France et au Pays-Bas, la défense européenne n'a jamais été remise en cause.

La PESD est en tête des progrès de la construction européenne. 2006 marquera la concrétisation de nombreux projets.

L'Agence européenne de défense, dont le lancement a été réussi en à peine un an, porte désormais des projets concrets dans les domaines de la recherche et du maintien de la base industrielle et technologique de défense en Europe. Avec la signature du contrat pour les FREMM, le lancement de projets capacitaires structurants, tels que le drone de combat NEURON, les Européens montrent leur détermination à développer de grands programmes d'armement en coopération.

Sur le plan opérationnel, les groupements tactiques 1500 sont désormais une réalité, et l'État-major de la Force de Gendarmerie européenne sera inauguré en janvier. La cellule de planification et de conduite des opérations sera également activée cette année. Je ne doute pas que ces outils sauront prochainement démontrer leur efficacité, si l'Europe venait à être confrontée à une crise, et appelée à intervenir en vue de sa résolution.

Nous poursuivons également nos efforts pour favoriser la formation en commun de nos personnels à tous les niveaux, par exemple au sein du Collège européen de sécurité et de défense (CESD) ou de l'École franco-belge de pilotes de chasse.

La France est au cœur de chacun de ces projets, qu'elle a souvent initié. Elle continuera à jouer un rôle moteur dans le développement de la PESD, notamment par des propositions concrètes dans le domaine de la gestion des crises civilo-militaires. Chacun a pu en effet voir toute l'importance d'une action coordonnée et efficace face aux grandes crises humanitaires survenues ces dernières années.

Je suis plus que jamais convaincue que la sécurité de l'Europe est une responsabilité des Européens. La progression de la défense européenne doit aujourd'hui être à la hauteur de l'ambition que nous avons pour notre continent, pour nos institutions, pour notre rôle dans les affaires internationales. Je ne doute pas de notre aptitude à relever ce défi.

8h30

Accueil des congressistes

- **Jean-Michel BOUCHERON**, ancien président de la Commission de la défense, député d'Ille-et-Vilaine, président du Groupe spécial Méditerranée de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

9h00

Ouverture des Rencontres parlementaires

*Message de **Jean-Louis DEBRÉ**, président de l'Assemblée nationale*

9h15

Introduction générale

- **Général Henri BENTÉGEAT**, chef d'état-major des Armées

9h30

Ouverture des travaux de la matinée

- **Pascal BONIFACE**, directeur, Institut de relations internationales et stratégiques

9h45

Table ronde 1

Quels types d'intégration des politiques de sécurité ?

Thèmes

- Quelles perspectives de développement pour la PESD ?
- Quelle intégration des unités militaires ?
- Capacité européenne, partage capacitaire, capacité nationale, quelle voie choisir ?
- Quelle coordination dans la lutte anti-terroriste ?

Intervenants

- **Claude-France ARNOULD**, directrice générale pour les questions de défense, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne
- **Colonel Hermann LATTACHER**, chef de la Section Union européenne, Division politique militaire, ministère fédéral de la Défense, Autriche
- **Jean-Pierre MASSERET**, président de l'Assemblée de l'UEO
- **Général Richard WOLSZTYNSKI**, chef d'état-major de l'Armée de l'air

Questions parlementaires

- **Guy TEISSIER**, député des Bouches-du-Rhône, président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale

11h00

Table ronde 2

Quelle coordination transatlantique ?

Thèmes

- Planification au niveau national, de l'UE, de l'OTAN : quelle coordination ?
- Transformation de l'OTAN, défense européenne : quelle cohérence ?
- Objectifs capacitaires de Prague, objectif global 2010, force de réaction rapide de l'OTAN, groupements tactiques 1500 : quelle cohérence ?

Intervenants

- **Jean FOURNET**, secrétaire général adjoint pour la Diplomatie publique, OTAN
- **Charles GRANT**, directeur, Centre for European Reform
- **Dominique MOÏSI**, conseiller spécial, Institut français des relations internationales
- **Général Jean-Paul PERRUCHE**, directeur général, État-major militaire de l'Union européenne
- **Karl Von WOGAU**, président de la Sous-commission "Sécurité et Défense", Parlement européen

Questions parlementaires

- **Jean FRANÇOIS-PONCET**, sénateur du Lot-et-Garonne, vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat

12h15

Regards croisés de grands témoins

- **Alexandre ADLER**, historien, journaliste
- **Michel BARNIER**, ancien ministre

13h00

Déjeuner à l'Hôtel de Lassay, Présidence de l'Assemblée nationale

14h30

Introduction

- **François LUREAU**, délégué général pour l'Armement

14h45

Ouverture des travaux de l'après-midi

- **François CORNUT-GENTILLE**, député de la Haute-Marne, rapporteur spécial du budget de la Défense

15h00

Table ronde 3

L'armement comme facteur d'intégration ?

Thèmes

- Y a-t-il des programmes structurants ?
- La RetT comme facteur d'intégration.
- Code de conduite européen et financement des programmes comme facteur d'intégration.
- L'espace militaire comme facteur d'intégration.

Intervenants

- **Bruno COTTÉ**, directeur général international, Dassault Aviation
- **Bernd KREIENBAUM**, Deputy Head joined Armament, Defence Investment Division, OTAN
- **Stéphane JANICHEWSKI**, directeur général délégué, CNES
- **Jacques MOUYSET**, directeur de la Stratégie et du Développement, DCN
- **Denis VERRET**, directeur délégué aux Affaires publiques-France du groupe EADS, directeur délégué Coordination & Support d'EADS International

Questions parlementaires

- **Bernard CARAYON**, député du Tarn

16h30

Table ronde 4

L'intégration des politiques d'acquisition

Thèmes

- Acquisitions nationales, acquisitions européennes.
- Quel rôle pour l'Agence européenne de défense ?
- Les entreprises peuvent-elles favoriser l'émergence d'un besoin européen ?
- Le marché comme facteur unificateur des politiques d'acquisition.
- Les freins à la coopération européenne et transatlantique.

Intervenants

- **Filippo BERSELLI**, secrétaire d'État à la Défense, Italie
- **Gwenole COZIGOU**, chef de l'Unité industries aérospatiale, de défense et maritimes, DG Entreprises, Commission européenne
- **Philippe HARACHE**, directeur exécutif, Affaires extérieures et programmes commercialisés, Eurocopter
- **Denis RANQUE**, président-directeur général, Thales

Questions parlementaires

- **Gilbert LE BRIS**, député du Finistère, vice-président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale

18h00

Synthèse des travaux

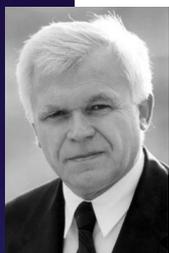
- **Jean-Michel BOUCHERON**
- **François CORNUT-GENTILLE**

18h15

Clôture des Rencontres parlementaires

- **Michèle ALLIOT-MARIE**, ministre de la Défense

Co-présidence des Rencontres parlementaires



Jean-Michel BOUCHERON

Député d'Ille-et-Vilaine, Jean-Michel BOUCHERON est président du Groupe spécial Méditerranée de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Ancien rapporteur spécial du budget de la Défense et ancien président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, il a été rapporteur des lois de programmation militaire de 1989 et de 1992. Il est membre du Conseil national du Parti socialiste. Jean-Michel BOUCHERON est l'auteur de *Paix et Défense* publié chez Dunod.



François CORNUT-GENTILLE

Député de la Haute-Marne depuis 1993, François CORNUT-GENTILLE est rapporteur spécial au nom de la Commission des finances sur le budget de la Défense. Il est également membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire et maire de Saint-Dizier depuis 1995. Outre les questions liées à la Défense, il suit plus particulièrement les dossiers en lien avec la Réforme de l'État et la politique de la ville. En 2005, il fut co-auteur d'un rapport remis au Premier ministre sur le développement de la participation dans les PME. François CORNUT-GENTILLE a été chargé d'études puis directeur des études d'opinion à la SOFRES et à Louis Harris de 1983 à 1993.

Introduction générale



Général Henri BENTÉGEAT

Chef d'état-major des Armées depuis le 30 octobre 2002, le général d'armée Henri BENTÉGEAT a été chef de l'État-major particulier du Président de la République de 1999 à 2002, directeur adjoint de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) de 1997 à 1999, général commandant supérieur des forces armées aux Antilles en 1996 et attaché de défense adjoint à l'Ambassade de France à Washington de 1990 à 1993. Il a également été chef de corps du Régiment d'infanterie de chars de marine (RICM) et responsable des Relations avec la presse au Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Le général Henri BENTÉGEAT a effectué des missions opérationnelles au Tchad et en République centrafricaine.

Ouverture des travaux de la matinée



Pascal BONIFACE

Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), enseignant à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris VIII, Pascal BONIFACE dirige également le Cycle de formation professionnelle supérieure aux questions internationales et stratégiques de l'IRIS, ainsi que le Diplôme privé d'études supérieures en relations internationales de l'IRIS-IPRIS. Il a été membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement de l'ONU et administrateur de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN). Il est, par ailleurs, directeur de la publication *La revue internationale et stratégique* (revue trimestrielle) et de *L'Année stratégique* (parution annuelle depuis 1985). Pascal BONIFACE a écrit ou dirigé la publication d'une quarantaine d'ouvrages ayant notamment pour thème les relations internationales, les questions nucléaires et de désarmement, ou encore la politique étrangère française comme *Vers la 4^{ème} guerre mondiale ?* (Armand Colin, 2005), *L'année stratégique 2005* (IRIS/Challenges/Armand Colin, 2004) et *La France contre l'Empire* (Robert Laffont, 2003).

Grands témoins

Alexandre ADLER

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, Alexandre ADLER est un grand spécialiste des questions de géopolitique internationale contemporaines. Sollicité par de nombreux médias, il est chroniqueur à France Culture, où il anime chaque matin une revue internationale, mais également membre du Comité éditorial du *Figaro*. Auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), professeur pour l'enseignement militaire supérieur détaché au ministère de la Défense, il a dirigé la chaîne des relations internationales du Collège interarmées de défense de 1992 à 1998. Il a publié parallèlement de nombreux ouvrages géopolitiques, notamment *J'ai vu finir le monde ancien* (Éditions Grasset, mai 2002), *L'odyssée américaine* (Éditions Grasset, juin 2004), consacrés aux conséquences du 11 septembre et dernièrement *Le rapport de la CIA* (Éditions Robert Laffont, septembre 2005). Directeur éditorial du *Courrier International*, il a rassemblé, en 2003, dix ans de chroniques du journal sous le titre *Au fil des jours cruels*. Spécialiste incontesté de l'ex-URSS mais aussi du Proche-Orient, Alexandre ADLER s'impose aujourd'hui comme la référence en matière de géopolitique internationale.



Michel BARNIER

Ministre des Affaires étrangères de mars 2004 à juin 2005, commissaire européen en charge de la Politique régionale de 1999 à 2004, Michel BARNIER a représenté la Commission européenne lors du Conseil européen de Laeken, en décembre 2001. La Convention avait pour objectif d'élaborer une proposition de Constitution pour l'Union européenne. C'est dans ce cadre, qu'il s'est vu confier la présidence du Groupe de travail sur la défense européenne. Il a été sénateur de la Savoie de 1997 à 1999, président de l'Association française du Conseil des communes et régions d'Europe de 1997 à 1999, président de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne de 1998 à 1999 et président du Conseil général de la Savoie de 1982 à 1999. Ministre délégué aux Affaires européennes de 1995 à 1997, ministre de l'Environnement de 1993 à 1995, Michel BARNIER a également été co-président du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville de 1987 à 1992 et député de la Savoie de 1978 à 1993. Aujourd'hui, Michel BARNIER met toute son énergie au service du débat public à travers le club Nouvelle République qu'il a fondé en mai 2003 avec des citoyens, des élus parlementaires et locaux, des acteurs de la société civile ou de l'entreprise. France européenne, croissance durable, nouvelle citoyenneté : Nouvelle République veut créer un endroit et des moments de débat pluraliste sur les enjeux de la société française sous un éclairage systématiquement international et européen. L'association veut ouvrir notre culture politique trop hexagonale à la culture européenne.



Introduction des travaux de l'après-midi

François LUREAU

Délégué général pour l'Armement depuis février 2004, François LUREAU a auparavant été directeur général "Opérations" de Thales après avoir été directeur général en charge du Pôle défense de 2002 à 2004. Président du Groupe des équipements du GIFAS de 1999 à 2003 ainsi que membre du Bureau du GIFAS et membre du Conseil de l'AECMA, il a activement participé à la création de l'Advisory Council for Aeronautics Research in Europe (ACARE). Il a été directeur général de Thomson-CSF Airsys de 1996 à 1998 puis président-directeur général de Thales Avionics et directeur général du Pôle aéronautique de 1998 à 2002, après avoir été directeur adjoint de Thomson TRT Défense, directeur de la Division communication, navigation, identification puis de la Division systèmes défense et contrôle de Thomson-CSF de 1990 à 1996. François LUREAU fut directeur pour les activités avionique et communication chez OMERA, SOCRAT et TRT de 1983 à 1990, et directeur du programme TIGRE à la Délégation générale pour l'Armement où il est entré en 1968 en tant qu'ingénieur de l'armement.



Clôture des Rencontres parlementaires

Michèle ALLIOT-MARIE

Ministre de la Défense depuis le 7 mai 2002, Michèle ALLIOT-MARIE a été élue députée des Pyrénées-Atlantiques en mars 1986, puis réélue en 1988, 1993, 1995 et 2002. Elle a, ce titre, été vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation de l'Assemblée nationale, membre de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne et membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées. Michèle ALLIOT-MARIE a été secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargée de l'Enseignement de mars 1986 à mai 1988 et ministre de la Jeunesse et des Sports de mars 1993 à mai 1995.



Table ronde 1

Quels types d'intégration des politiques de sécurité ?

La nécessité de construire la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) ne semble pas devoir être remise en cause en cas d'abandon de la Constitution européenne. Un certain nombre de dispositions prévues par cette Constitution sont d'ailleurs dès aujourd'hui appliquées. Pour autant la PESD se trouve sans doute aujourd'hui à la croisée des chemins. Avancer plus avant nécessiterait sans doute une intégration beaucoup plus forte des politiques de défense. Cela nécessiterait d'aller au-delà de la stratégie européenne de sécurité et de prévoir un financement européen de la PESD.

Cela est-il possible à 25 ? Faut-il au contraire que quelques pays décident d'aller plus loin dans l'intégration de leur politique de défense ? Peut-on envisager que les pays européens se répartissent leurs capacités militaires selon un ensemble cohérent ou faut-il qu'ils constituent des capacités communes ? Qui peut décider de cette répartition ? Quels armements doit-on conserver dans un cadre national ? Doit-on constituer des unités militaires communes à plusieurs pays européens ?

Enfin se pose la question du terrorisme qui nécessite une étroite coordination dans un cadre européen. Comment celle-ci s'organise-t-elle aujourd'hui ? Comment devrait-elle évoluer dans le futur ?

Claude-France ARNOULD

Ministre plénipotentiaire, Claude-France ARNOULD est directrice pour les questions de défense au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne depuis 2001. Elle a été directrice des Affaires internationales et stratégiques au Secrétariat général de la défense nationale de 1998 à 2001, premier conseiller à l'Ambassade de France en Allemagne de 1994 à 1998. Secrétaire général de l'École nationale d'administration (ENA) de 1987 à 1989, Claude-France ARNOULD a également été conseillère technique auprès du ministre délégué chargé des Affaires européennes en 1986.



Colonel Hermann LATTACHER

Chef de la Section Union européenne de la Division politique militaire au ministère fédéral de la Défense autrichien depuis janvier 2005, le Colonel Hermann LATTACHER est conseiller auprès du ministre de la Défense et du chef d'état-major des Armées ainsi que chef adjoint du Groupe de projet "EUo6". Auparavant, il a été chef du Groupe de travail "forces aériennes" à la Commission de réforme des forces armées autrichiennes de août 2004 à décembre 2004. Il a été membre du Cabinet à l'État-major de l'Union européenne, de juin 2001 à juillet 2004, chargé des relations entre l'État-major de l'Union européenne et les Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les Centres de commandement et d'opération. Entre 2000 et 2001, le Colonel Hermann LATTACHER a été membre de la Division "Opérations et exercices" à l'État-major de l'UEO et chargé de la planification d'opérations et d'exercices à l'État-major des Forces aériennes autrichiennes de 1994 à 2000.



Jean-Pierre MASSERET

Élu président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) le 7 décembre 2005, Jean-Pierre MASSERET est également membre de la Délégation française auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, membre du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle et membre du Conseil supérieur de la réserve militaire. Élu conseiller général de la Moselle en 1979, conseiller municipal de Metz en 1983, sénateur de la Moselle en 1983 et 1992, il sera également élu maire de Hayange (Moselle) en 1989. En 1997, il intègre le Gouvernement et occupe le poste de secrétaire d'État chargé des Anciens combattants, fonction qu'il occupe jusqu'en 2001, lorsqu'il est réélu sénateur de la Moselle. Le 2 avril 2004, il a été élu président du Conseil régional de Lorraine.



Guy TEISSIER

Député des Bouches-du-Rhône depuis juin 1988, Guy TEISSIER est président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Sous la précédente mandature, il a été membre de plusieurs missions d'informations parlementaires sur le terrorisme et les attentats du 11 septembre 2001 et du Conseil supérieur de la réserve militaire. Il a été secrétaire du Bureau de l'Assemblée nationale. Guy TEISSIER est maire du 5^{ème} secteur de Marseille depuis 1995 et conseiller municipal de Marseille depuis 1983.



Général Richard WOLSZTYNSKI

Chef d'état-major de l'Armée de l'air depuis le 1^{er} septembre 2002, le général d'armée aérienne Richard WOLSZTYNSKI a été major général de l'État-major des Armées de 1999 à 2002, inspecteur de l'Armée de l'air de 1998 à 1999, sous-chef "plans-finances" à l'État-major de l'Armée de l'air de 1996 à 1998, adjoint air au Cabinet militaire du ministre de la Défense de 1994 à 1996 et auditeur du Centre des hautes études militaires et de la session nationale de l'Institut des hautes études de la défense nationale de 1993 à 1994. Il a également été commandant de la Base aérienne 112 "Marin la Meslée" de Reims de 1991 à 1993, chef du Bureau études générales puis sous-chef "plans" à l'État-major de la Force aérienne tactique (FATac) à Metz de 1987 à 1991, stagiaire à l'École supérieure de guerre de l'armée de l'air américaine de 1986 à 1987, chef des opérations, second puis commandant de la 2^{ème} escadre de chasse de Dijon de 1983 à 1986, et commandant de l'Escadron de reconnaissance 3/33 "Moselle" à Strasbourg de 1979 à 1982.



Quelle coordination transatlantique ?

Nombre de pays de l'Union européenne sont membres de l'Alliance atlantique. Ils constituent même une large majorité des pays membres au sein de cette alliance. Comprenant également les États-Unis et le Canada, l'Alliance atlantique est une enceinte du dialogue transatlantique.

Si les stratégies américaines et européennes de sécurité partagent certaines analyses, notamment sur la menace, on constate néanmoins des différences dans les objectifs poursuivis ainsi que sur les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux défis de sécurité.

De plus en plus, on a le sentiment que dans ce contexte l'OTAN mène une existence propre indépendante des États-Unis et de l'Union européenne. OTAN et PESD conduisent des démarches parallèles avec des objectifs cohérents : force de réaction rapide de l'OTAN d'un côté, groupements tactiques 1500 de l'autre, engagement capacitaire de Prague de l'OTAN, et objectif global 2010 de l'Union européenne.

Enfin l'OTAN s'est engagée depuis 2002 dans un processus de transformation destiné à avoir des implications au sein de chaque armée nationale.

Quelle coordination est-elle donc nécessaire entre l'OTAN et la PESD ? Quelles sont les spécificités de chaque organisation et comment peut-on organiser la complémentarité entre l'OTAN et l'UE en matière de défense sans remettre en cause la spécificité de ces deux organisations ?

Jean FOURNET



Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la Diplomatie publique depuis le 1^{er} avril 2003, Jean FOURNET était depuis mars 2001 secrétaire général adjoint pour les Affaires scientifiques et l'Environnement. Avant d'entrer à l'OTAN, il était à la fois directeur national d'Armement et directeur de la Coopération et des Affaires industrielles à la Délégation générale pour l'Armement (DGA). En 2000, il a présidé le Conseil de surveillance de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR). Il a été également directeur de cabinet du délégué général pour l'Armement de 1995 à 1996 après avoir été sous-directeur puis directeur adjoint chargé des Affaires industrielles de 1989 à 1995 à la DGA. Entre 1983 et 1987, il était détaché au ministère de l'Industrie. Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace, Jean FOURNET a débuté sa carrière en 1973 en tant que chef du Département énergie-propulsion à la Direction des recherches et des moyens d'essais de la DGA avant de rejoindre la Direction des affaires internationales où il a occupé les fonctions de chef du Bureau des affaires industrielles et économiques puis de chef de cabinet du directeur.

Jean FRANÇOIS-PONCET



Sénateur du Lot-et-Garonne élu en 1983, réélu en 1992 puis en 2001, Jean FRANÇOIS-PONCET est vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne et président de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire. Président du Conseil général du Lot-et-Garonne de 1978 à 1994, il est actuellement président du Comité de bassin Adour-Garonne. Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères en 1976, il est par la suite nommé secrétaire général de la Présidence de la République en juillet 1976, puis ministre des Affaires étrangères de 1978 à 1981. Jean FRANÇOIS-PONCET a été le secrétaire général de la Délégation française chargée de négocier les traités du Marché commun et de l'EURATOM. Docteur es Sciences économiques, ancien élève de l'École nationale d'administration, il est titulaire d'un Master of Arts Degree de la Fletcher School of Law and Diplomacy (Massachusetts).

Charles GRANT



Directeur du Centre for European Reform, think-tank basé à Londres, qu'il a aidé à fonder en 1996, Charles GRANT est également directeur et "trustee" du British Council et membre du Committee for Russia in a United Europe. Ses principaux domaines d'expertise sont la politique étrangère et de défense européenne, les relations transatlantiques et le rôle de la Grande-Bretagne en Europe. Il est aussi un expert de la Russie. Il a débuté sa carrière chez Euromoney avant de rejoindre, en 1986, *The Economist* en tant que correspondant à Londres puis à Bruxelles. En 1992, ses écrits à propos de l'Union économique et monétaire remportèrent the Adelphi Foundation's Prix Stendhal. En 1994, Charles Grant devient le correspondant spécialisé dans le domaine de la Défense pour *The Economist*.

Dominique MOÏSI



Politologue français, conseiller spécial à l'Institut français des relations internationales (IFRI), Dominique MOÏSI est professeur à l'Institut d'études politiques à Paris et titulaire de la Chaire de géopolitique européenne au Collège d'Europe à Varsovie. Il est membre du groupe d'experts auprès du Parlement européen sur la prévention des conflits. Il est également éditorialiste au *Financial Times*, *Die Welt*, *Ouest France* et autres quotidiens européens. Auteur de nombreuses publications, il participe à des ouvrages collectifs sur la sécurité européenne, sur le Moyen-Orient et les relations Europe-États-Unis. Il a notamment publié *Liberté, risque et responsabilité. Nouveaux repères à l'heure de la mondialisation et du terrorisme international* (Cahiers & conférences 1, 2002) et *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation* (Fayard, mai 2000). Après des études de Sciences politiques et de Droit à la Sorbonne, ainsi qu'à l'Université Harvard aux États-Unis, Dominique MOÏSI a enseigné à l'École nationale d'administration et à l'École des hautes études en sciences sociales.

Général Jean-Paul PERRUCHE



Directeur général de l'État-major militaire de l'Union européenne depuis mars 2004, le général de corps d'armée Jean-Paul PERRUCHE était précédemment chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre. Entre septembre 2002 et mars 2003, il a occupé les fonctions d'adjoint au commandant de la Force et de représentant militaire de la France au Kosovo. Auparavant, il avait commandé l'État-major de force n°1 à Besançon. Avant d'être promu général de division en 2000, il a dirigé la Mission militaire française auprès du SACEUR (commandement suprême des forces de l'OTAN). Muté en 1994 à l'État-major des Armées comme chef de la Section "Europe centrale orientale et balkanique" puis "Alliance atlantique" de la Division relations extérieures, il devient en 1996 conseiller "Amérique du Nord-Europe" du chef d'état-major des Armées et chef du Groupe de pilotage sur la sécurité européenne (GPSE). Le général de corps d'armée Jean-Paul PERRUCHE est entré à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1967 et a débuté sa carrière dans l'artillerie.

Karl Von WOGAU



Président de la Sous-commission "Sécurité et Défense" du Parlement européen, Karl Von WOGAU est membre de la Commission des affaires étrangères, membre de la Délégation pour les relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et membre suppléant de la Commission économique et étrangère. Député au Parlement européen depuis 1979, il a été président de la Commission économique et monétaire de 1994 à 1999. Associé dans le cabinet d'avocats Graf von Westphalen Bappert & Modest de Fribourg depuis 1984, Karl Von WOGAU est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *The Path to European Defence* (Maklu Publishers, 2004).

L'armement comme facteur d'intégration ?

L'industrie de l'armement a pu jouer par le passé un rôle favorable dans la perspective de l'intégration des politiques de défense. La nécessité pour ces entreprises d'élargir leur marché les incite à proposer des équipements similaires ou dérivants de produits existants à plusieurs pays.

Les entreprises sont donc susceptibles de rapprocher le besoin opérationnel des États. L'intégration des politiques de défense passera en effet sans doute par une standardisation des équipements militaires. Que peut-être le rôle des institutions, des États, de l'Agence européenne de défense, en vue de rapprocher les besoins opérationnels ? Comment les entreprises voient-elles leur rôle dans ce domaine dans les années à venir ? En quoi leurs objectifs peuvent-ils être cohérents avec ceux des États ? En quoi peut-il y avoir des divergences d'intérêt entre États et entreprises et comment trouver des compromis ?

La perspective de la mise en place d'un marché européen des équipements de défense, initiée par le livre vert de la Commission européenne et repris par l'Agence européenne de défense sous la forme d'un code de conduite, peut-il être un facteur d'intégration des politiques de défense ?

Enfin comment peut-on inciter les entreprises de défense à poursuivre le mouvement de restructuration dans un cadre européen notamment dans le domaine de l'industrie navale et de l'industrie d'armement terrestre ?

Bernard CARAYON

Député du Tarn et maire de Lavaur, Bernard CARAYON est rapporteur spécial au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale du budget du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), du Renseignement, de l'environnement et de la prospective de la défense. Il est l'auteur de rapports d'informations sur la *stratégie de sécurité économique nationale* (juin 2004) et sur *les outils de la politique industrielle* (juin 2005). Nommé parlementaire en mission par le Premier ministre en janvier 2003, Bernard CARAYON a remis en juin un rapport intitulé *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale* (juin 2003, publié à la Documentation française). Il vient à nouveau d'être désigné par le Premier ministre parlementaire en mission sur les enjeux de la normalisation et des informations économiques détenues par les entreprises.



Bruno COTTÉ

Directeur général international de Dassault Aviation depuis janvier 2002, Bruno COTTÉ est également administrateur des sociétés Sofresa, Eurotradia et de la Sofema. Il a rejoint Dassault Aviation en 1990, d'abord en qualité de directeur "Moyen-Orient" jusqu'en 1992, puis comme directeur "Moyen-Orient/Afrique" de 1992 à 1994. Il fut ensuite adjoint au directeur Ventes militaires de 1995 à 2000 avant de devenir adjoint au directeur général international de 2000 à 2001. Il a débuté sa carrière en 1978, au sein de la société Philips, comme ingénieur Systèmes de navigation, puis a intégré dès 1984 Thomson-CSF Avionics, pour y occuper successivement les fonctions de responsable des Ventes jusqu'en 1986, responsable de région de 1986 à 1988, et directeur des Ventes de 1988 à 1990.



Bernd KREIENBAUM

Deputy Head joined Armement au sein de la Division d'investissement en défense de l'OTAN, Bernd KREIENBAUM est également coordinateur spécial de programmes sur les activités de défense anti-missile de l'OTAN et de défense anti-missile de théâtre (TMD). Il a été chef de la Section d'armements de l'air de 1998 jusqu'à 2004 ainsi que conseiller et secrétaire du Groupe du projet de défense anti-missile de l'OTAN. Bernd KREIENBAUM est également responsable de la coordination entre le secrétaire général de l'OTAN et les agences de production de l'OTAN ainsi que membre de la Commission de direction Eurofighter & NATO Helicopter - 90. Avant d'intégrer l'OTAN, il a occupé plusieurs fonctions au sein de l'Armée de l'air et du ministère de la Défense allemand.



Stéphane JANICHEWSKI

Directeur général délégué depuis janvier 2006, l'ingénieur général d'armement Stéphane JANICHEWSKI est directeur de la Prospective, de la Stratégie, des Programmes, de la Valorisation et des Relations internationales au CNES depuis septembre 2003. Il a été directeur des Programmes et des Affaires industrielles de juin 2001 à août 2003, directeur de la Stratégie, de la Qualité et de l'Évaluation de 1998 à 2001, directeur de l'Évaluation technique, de la Qualité et de l'Audit de 1997 à 1998, directeur de l'Évaluation technique, de la Qualité et de la Planification de 1996 à 1997 après avoir débuté au CNES en tant que directeur adjoint des Programmes et de la Politique industrielle de 1995 à 1996. À sa sortie de l'École Polytechnique, il rejoint la Délégation générale pour l'Armement et y occupe différentes fonctions : conseiller technique au cabinet du délégué général pour l'Armement en charge de la réorganisation de la DGA, des missiles, de l'espace et des armements terrestres de 1993 à 1995, chef du Département réseaux par satellites et pour les mobiles puis directeur du programme Syracuse II de 1991 à 1993, chef du Groupe systèmes mondiaux et de télécommunications par satellite de 1988 à 1991 période pendant laquelle Stéphane JANICHEWSKI fut représentant de la France à l'OTAN dans le domaine des télécommunications par satellite et chef de la Section télécommunications par Satellite puis responsable de la Composante sol de Syracuse II de 1985 à 1988.



Jacques MOUYSSSET

Directeur de la Stratégie et du Développement de DCN depuis 2003, Jacques MOUYSSSET est en charge de la stratégie, des alliances, du marketing et des nouveaux produits, de la recherche et de la technologie. De 2002 à 2003, il a participé aux travaux du changement de statut de DCN en tant que directeur général adjoint de DCN Développement. Il a également été président-directeur général de Spot Image, société leader mondial sur le marché de l'information géographique par satellite, de 1994 à 2001. Le Centre national d'études spatiales (CNES) lui a confié la responsabilité de l'élaboration de la politique spatiale et notamment de la préparation des décisions sur les programmes comme Ariane, Spot de 1987 à 1994. Ancien élève de l'École Polytechnique et du Corps national des Mines, Jacques MOUYSSSET a également été responsable de l'élaboration des décisions relatives à la politique spatiale au ministère de la Recherche et de la Technologie entre 1985 et 1987.



Denis VERRET

Directeur délégué aux Affaires publiques-France du groupe EADS depuis juillet 2000 et directeur délégué Coordination & Support d'EADS International, Denis VERRET est membre du Comité d'orientation et de réflexion économique et stratégique du GIFAS. Il a été directeur général d'Aérospatiale Matra Lagardère International, directeur délégué en charge des Activités nouvelles d'Aérospatiale Matra et directeur général adjoint, chargé des Affaires internationales et de l'action commerciale, d'Aérospatiale de 1994 à 2000. Il a occupé différentes fonctions au sein du groupe Thomson-CSF de 1986 à 1994 où il fut successivement directeur Europe puis directeur adjoint à la Direction internationale puis directeur international adjoint de Thomson-CSF. Denis VERRET a également été conseiller technique au cabinet du Premier ministre de 1984 à 1986 et au cabinet du ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984.



L'intégration des politiques d'acquisition

Aujourd'hui les États définissent souverainement leur besoin en armements. Au sein de l'Union européenne coexistent autant de systèmes de planification des équipements militaires qu'il y a de pays membres de l'Union européenne.

De ce fait, les spécifications des matériels ne sont pas toujours identiques. Les calendriers de renouvellement ne correspondent pas. Les budgets ne sont pas disponibles au même moment. Ces dernières années, rares sont les programmes de coopération européens qui ont pu être lancés. Ceux qui ont pu voir le jour sont ralentis périodiquement par les difficultés financières de tel ou tel pays.

Comment peut-on faire pour intégrer les politiques d'acquisition ? En quoi le mécanisme de planification de l'OTAN et l'objectif global 2010 peuvent-ils permettre cette intégration ? Quel peut-être le rôle de l'Agence européenne de défense dans ce domaine ? Quelles initiatives les États peuvent-ils prendre afin de coordonner leurs politiques d'acquisition ? Quels sont les instruments financiers qui permettraient aux États européens de coordonner leur politique d'acquisition ? Un budget européen d'équipement est-il envisageable ? Quelles sont les attentes des entreprises de défense dans ce domaine et quelles propositions peuvent-elles émettre qui seraient de nature à faciliter cet objectif ?

Filippo BERSELLI

Secrétaire d'État italien à la Défense, Filippo BERSELLI a été élu député de la circonscription de "Emilia-Romagna" en mai 2001. Membre du Groupe parlementaire "Alleanza Nazionale", il est le coordinateur régional d' "Alleanza Nazionale" pour la région d' "Emilia-Romagna". Il a été conseiller municipal de la ville de Bologna (Italie) de 1980 à 1995. Membre du Parlement lors de la IX^{ème}, X^{ème}, XI^{ème}, XII^{ème} et XIV^{ème} législature ainsi que sénateur lors de la XII^{ème} législature, Filippo BERSELLI a été secrétaire d'État aux Finances au sein du premier Gouvernement de Berlusconi.



Gwenole COZIGOU

Chef de l'Unité industries aérospatiale, de défense et maritimes à la Direction générale Entreprises de la Commission européenne depuis septembre 2004, Gwenole COZIGOU est fonctionnaire européen depuis 1985. Auparavant, il a été chef de cabinet adjoint du commissaire en charge de la Politique d'entreprise et de la Société de l'information de 2002 à 2004. De 1996 à 2002, à la Direction générale Entreprises, il a dirigé successivement les Unités suivantes : "Industrie alimentaire et biotechnologie", "Coordination de la législation nouvelle approche" et "Coordination de la Politique d'entreprise". De 1989 à 1996, à la Direction générale Relations extérieures, Gwenole COZIGOU a été assistant du directeur général adjoint en charge des Relations avec les Pays d'Europe centrale et orientale, et les nouveaux États indépendants (ex-URSS) après avoir été responsable des Relations bilatérales avec la Hongrie.



Philippe HARACHE

Directeur général exécutif, Affaires extérieures et programmes commercialisés d'Eurocopter depuis 2001, Philippe HARACHE a été président du Directoire d'Eurocopter International entre 1994 et 2001 après avoir occupé les fonctions de directeur général délégué d'Eurocopter Participations de 1993 à 1994 et de directeur de cabinet du président-directeur général d'Eurocopter de 1992 à 1993. Il a débuté sa carrière comme ingénieur au sein de la Division hélicoptères d'Aérospatiale en 1978, puis fut nommé en 1980 délégué général pour la zone Asie-Pacifique de la Division hélicoptères (Hong-Kong) et directeur général de Samaero, filiale Aérospatiale (Singapour) en 1982. Auditeur de la 57^{ème} session nationale de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), il est également conseiller du Commerce extérieur depuis 1991.



Gilbert LE BRIS

Député du Finistère élu en 1981, réélu en 1988, 1997 et 2002, Gilbert LE BRIS est vice-président de la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Il est, par ailleurs, membre suppléant de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, juge suppléant de la Cour de Justice de la République et juge suppléant de la Haute Cour de Justice. Gilbert LE BRIS est maire de Concarneau depuis 1983.



Denis RANQUE

Président-directeur général depuis 1998 de Thomson-CSF devenu Thales, Denis RANQUE a été Chief Executive Officer de Thomson Marconi Sonar de 1996 à 1998, président-directeur général de Thomson Sintra Activités sous-marines de 1992 à 1996 et directeur général puis président-directeur général de Thomson Tubes Électroniques de 1989 à 1992. Il a occupé les fonctions de directeur du Département tubes hyperfréquences de la Division tubes électroniques de Thomson-CSF de 1986 à 1989, directeur des Affaires spatiales de 1984 à 1986 et directeur du Plan du Groupe Thomson de 1983 à 1984. De 1979 à 1983, en début de carrière, il a occupé diverses fonctions au ministère de l'Industrie. Denis RANQUE est, par ailleurs, président du Conseil d'administration de l'École nationale supérieure des Mines de Paris depuis 2001 et, depuis septembre 2002, président du Cercle de l'industrie, association réunissant les plus grandes entreprises industrielles françaises.



Experts en systèmes de défense

Partenaire privilégié des États-majors et des industriels de la Défense française, Défense Conseil International propose aux forces armées des pays amis dans le monde entier des solutions de qualité adaptées à leurs besoins spécifiques et conformes au label des armées françaises.

Composées d'experts civils et militaires de haut niveau, les branches de DCI mettent leur expérience, acquise dans des dizaines de pays, au service des clients et partenaires.

Trois domaines d'expertise : LA FORMATION, L'ASSISTANCE, LE CONSEIL, permettent à DCI de transmettre, le savoir-faire des armées françaises aux pays acquéreurs de systèmes de défense européens.

FORMER

Déterminante pour l'optimisation des systèmes de défense, la formation intervient non seulement pendant la mise en œuvre des programmes, mais aussi en amont. Elle recouvre trois types de formation : technique, opérationnelle et spécialisée.

ASSISTER

Les professionnels de DCI assurent un soutien opérationnel indispensable aux armées. La maîtrise des technologies et organisations les plus sophistiquées permet en particulier à DCI de mettre en œuvre le concept de soutien logistique intégré.

CONSEILLER

Le conseil s'inscrit dans l'ensemble des missions conduites par les branches de DCI. En véritable partenaire, DCI propose les solutions les plus adaptées aux besoins des clients en réalisant des études approfondies sur les objectifs stratégiques et opérationnels de leur système de défense.

Ces missions de formation, d'assistance et de conseil en systèmes de défense, menées par Défense Conseil International en France et à l'étranger s'inscrivent dans un environnement où la concurrence et l'exigence de qualité s'intensifient. C'est pourquoi DCI a mis en place une organisation adaptée, simple et rationnelle, pour accroître sa réactivité et sa compétitivité.

DCI est constitué d'un pôle opérationnel réunissant 4 branches : COFRAS, NAVFCO, AIRCO, DESCO et d'un pôle financier représenté par BRIENNE CONSEIL ET FINANCE et sa filiale LA FINANCIERE DE BRIENNE.

Défense Conseil International est ainsi en mesure de proposer des offres répondant au mieux aux exigences propres à chaque client. Chaque solution, unique, garantit un niveau de qualité et de performance maximum conforme au label des armées françaises.



DEFENSE CONSEIL INTERNATIONAL

TECHNICATOME est une société d'ingénierie et de développement technologique bénéficiant d'un savoir-faire de longue date dans l'ingénierie des systèmes sûrs.

TECHNICATOME conçoit, pilote, réalise, produit et exploite des systèmes qui requièrent un haut niveau de sûreté, de fiabilité et de disponibilité. Nos métiers et compétences sont appréciés depuis plus de trente ans sur les marchés de la propulsion nucléaire, des installations industrielles et d'essais et des transports, notamment pour des systèmes de propulsion navale nucléaire et non-nucléaire, ainsi que pour des prestations d'ingénierie de systèmes à haut niveau de complexité et de sûreté.

TECHNICATOME met au service de ses clients un savoir-faire reconnu pour :

- la conception, la maîtrise d'œuvre et le maintien en conditions opérationnelles des chaufferies nucléaires de propulsion navale sous-marins nucléaires d'attaque, sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, porte-avion Charles De Gaulle) et tous les dispositifs associés aux exigences de la propulsion navale (systèmes de conduite, de surveillance, discrétion acoustique, études de sûreté, formation sur installations réelles et simulateurs, ...),
- l'ingénierie et l'équipement des systèmes et installations complexes (grands instruments scientifiques, ...),
- la conception et la réalisation de systèmes sûrs (contrôle commande, systèmes sécuritaires sol et embarqués pour le transport ferroviaire et urbain).

Filiale du Groupe AREVA, TECHNICATOME et ses filiales emploient aujourd'hui 1931 personnes et réalisent 15% du chiffre d'affaires du pôle Réacteurs et Services du groupe AREVA.

TECHNICATOME est présente en région parisienne par son siège social et un établissement, en région PACA avec deux établissements et a choisi de s'implanter en région (Toulon, Lyon, Valenciennes, Bagnols/Cèze, Toulouse, Nantes, Brest et Cherbourg) au plus près de ses clients.

**Les 13^{èmes} Rencontres parlementaires
"Paix et Défense"
sont organisées avec le concours de**



THALES

EADS

CNES • DCN • Eurocopter • Safran

Pour tout renseignement

 **Altedia MSM Conseil**

5, rue de Milan
75009 PARIS
Tél. : 01 44 91 58 50
Fax : 01 44 91 58 51

